
M.E.S., Numéro 133, Vol. 1, mars – avril 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 30 mars 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mars - avril 2024

LA RD CONGO FACE AUX FONDAMENTAUX QUI DOIVENT ETRE MIS EN BRANLE POUR SE HISSE EN TANT QUE PUISSANCE REGIONALE AFRICAINE

par

Serge MBATU KIZULA

*Chef de Travaux, Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa*

Résumé

La RDC a connu ce dernier temps une régression en matière de puissance régionale, mais comme de tout temps, elle n'a pas été un Etat faible, cela signifie qu'elle se relèvera en cessant de rester un Etat faible. Pour cela, elle dispose de plusieurs atouts pour retrouver sa place dans l'échiquier mondial en s'appuyant sur les fondamentaux de la puissance afin de reprendre la place qu'elle occupait sa dégringolade actuelle. Parmi ces fondamentaux de puissance, la RDC dispose d'un territoire, d'une population et du désir d'être puissant. C'est cela que ne cessent de manifester les autorités congolaises d'aujourd'hui qui, contre vents et marrées, cherchent par tous les moyens à hisser le pays de Patrice Lumumba dans son piédestal en tant que puissance sur l'échiquier international.

Mots-clés : RD Congo, fondamentaux, puissance.

Abstract

The DRC has recently experienced a regression in terms of regional power, but as always, it has not been a weak state, this means that it will recover by ceasing to remain a weak state. For this, it has several assets to regain its place on the world stage by relying on the fundamentals of power in order to regain the place it occupied in its current decline. Among these fundamentals of power, the DRC has a territory, a population and the desire to be powerful. This is what the Congolese authorities continue to demonstrate today who, against all odds, seek by all means to raise the country of Patrice Lumumba to its pedestal as a power on the international stage.

Keywords : DR Congo, fundamentals, power.

INTRODUCTION

L'état dans lequel se trouve actuellement la RDC peut pousser plus d'une personne à se demander si cela valait vraiment la peine de confronter ce pays face aux impératifs d'une puissance. Toutefois, même si la RDC n'a pas toujours été un Etat faible et qu'elle ne restera pas toujours faible, compte toute du fait que sa quête de la puissance demeure au centre de ses relations avec les autres Etats. Ce qui constitue à la fois, un moyen et un objectif de sa politique étrangère. Les Etats qui sont aujourd'hui des Etats riches et puissants cherchent à mettre sous leurs obédiences les Etats faibles qui, se voyant privés de leurs libertés, entreprennent des actions pour les recouvrer. De là, cette incessante obsession pour chaque Etat d'acquiescer, de consolider et d'accroître ses capacités de les guider, de les diriger et de les orienter par des actions, des opinions et des choix pour recouvrer et/ou pour accéder aux fondamentaux qui ouvrent la voie vers des velléités confirmées de puissance.

En effet, c'est aux Etats que revient la puissance comme la personnalité et l'autorité sont aux humains. Etant donné qu'en Sciences Sociales les mots sont chargés de valeurs, il est pour nous impérieux de partir de la définition du concept « puissance » avant d'analyser ses facteurs et son exercice dans la politique étrangère

La notion de puissance occupe traditionnellement une place centrale dans l'analyse des relations internationales, tant sur le plan théorique que sur le plan politique. Qu'elle soit glorifiée ou au contraire rejetée en tant que notion déterminante pour la structuration et la compréhension de l'agencement du système international et du comportement des acteurs internationaux, le concept « puissance » constitue indéniablement une des notions clés autour

desquelles s'articulent des lectures politiques ou théoriques des évolutions du système international. Ainsi compris, il est dénombré plusieurs définitions du terme « puissance » et qui varient aussi bien dans les diversifiées, variables dans le temps et selon les points de vue. C'est ainsi qu'en fonction des événements internationaux, des rapports de force et de la volonté de puissance des États, les critères permettant de définir la notion de puissance sont certainement soumis à des évolutions permanentes.

Tenant compte des contours imprécis qui entourent les différentes acceptions que charrient cette notion et qui souvent sont aux prises avec d'autres notions connexes telles, « force », « violence », « leadership »..., nous nous proposons leur dissection dans ce cadre en vue de leur éviter toute équivoque dans leur emploi. De ce point de vue, la définition de ce concept dans le contexte de cette étude s'impose, car en géopolitique comme dans les relations internationales, la notion de puissance fait le plus souvent référence à des États même si d'autres acteurs peuvent s'en doter. C'est notamment le cas des institutions financières, des firmes transnationales et/ou des organisations non gouvernementales majeures.

Ainsi compris, Raymond Aron définit le terme « puissance » comme étant la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres ⁽¹⁾. Autrement dit, la puissance est ce qui caractérise la capacité d'un acteur du système international à agir sur les autres acteurs et sur le système lui-même pour défendre ce qu'il croit être ses intérêts, pour atteindre ses objectifs, pour préserver et pourquoi pas pour renforcer sa suprématie. Suivant cette même veine, Robert Kagan dit de la puissance qu'elle est cette capacité à faire l'Histoire avec un H majuscule. La puissance a pour objectif affiché la sécurité nationale, mais elle peut devenir autodestructrice, selon l'avis de Paul Kennedy, lorsqu'elle atteint le seuil de la surextension impériale, c'est-à-dire lorsque sa mise en œuvre est maladroite. C'est ce qui arrive plus souvent qu'on ne le croit, c'est-à-dire sans parler du rôle déterminant de la bêtise humaine et de l'erreur, dans l'histoire mondiale.

La façon dont la notion de puissance se conçoit, évolue et se transforme dans le temps et dans l'espace peut nous pousser à croire que la RDC peut valablement s'ériger en puissance véritable. De là, ce questionnement : *la RDC a-t-elle les fondamentaux requis pour devenir en Afrique et dans le monde une puissance ?* La réponse à cette interrogation sera proposée en deux volets : le premier présentera une approche du concept de puissance, alors que le second confrontera la RDC face aux fondamentaux reconnu pour prétendre s'ériger en une puissance.

I. AUTOUR DU CONCEPT « PUISSANCE »

Avant d'entre dans la profondeur de cette étude, il nous semble, d'entrée de jeu, loisible de commencer par proposer notre entendement sur ce qu'est une puissance. Ainsi dit, le concept « puissance » est un concept à la fois multiforme, évolutif et complexe.

1.1. Un concept multiforme

Nous disons du terme « puissance » qu'il est une lexie multiforme car, selon cette acception, ce terme désigne aussi bien les puissances régionales que les puissances mondiales. De ce fait, ce concept implique une certaine hiérarchisation chaque fois qu'on doit l'évoquer et ce, au niveau des actions qui sont impliquées. Ainsi parlera-t-on d'hyperpuissance, de superpuissance, de puissance moyenne, de puissance déclinante, d'ancienne puissance, d'une puissance ré-émergente, d'une puissance émergente, etc. Le système international évolue selon cette hiérarchie mouvante des puissances et selon les capacités qui sont variables des États.

Ainsi connaissons tous que le système international est multipolaire, c'est-à-dire lorsque plusieurs puissances sont en concurrence. On dit de ce système qu'il est bipolaire, lorsque deux de ces puissances dominant comme c'était le cas pendant la Guerre froide (1947-1990). Il

¹ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calman-Lévy, 1962, p16.

est dit unipolaire lorsqu'un seul Etat impose son hégémonie sur les autres. C'est notamment le cas après la disparition de l'Union soviétique en 1991. Il nous reste à savoir jusqu'à quand serons-nous maintenu dans le système unipolaire qui caractérise le monde aujourd'hui. Nous vivons dit-on, ce jour, la période de transition, qui va nous faire passer d'un monde unipolaire, dominé par les Etats-Unis, avec un monde multipolaire marqué par l'émergence ou la réémergence de nouvelles puissances dont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, c'est-à-dire les fameux BRICS, pas du monde apolaire...

Une puissance est souvent manifestée par la coercition à travers des guerres de l'impérialisme, des invasions des territoires expriment une forme de domination fondée sur la force. La guerre façonne la puissance et réciproquement. Il y a peu de cela, la notion de puissance se concevait de manière plus douce grâce à la *soft power*, c'est-à-dire grâce à la capacité pour un acteur politique, pour un Etat, pour une firme multinationale, une ONG, une institution internationale, mais aussi pour un réseau des citoyens d'influencer indirectement le comportement d'un autre acteur à travers des moyens non coercitifs, structurels, culturels ou idéologiques.² C'est pourquoi, de l'avis de Joseph Nye, il importe de mettre en évidence le pouvoir d'attraction du mode de vie, les valeurs ou les institutions des Etats-Unis que la puissance militaire (*hard power*) qui, souvent, conduit à la destruction mutuelle et cause la désharmonie entre les Etats et les peuples³. C'est dans cet ordre que les puissances n'hésitent pas à utiliser également le *hard power*, notamment, sous la forme d'un tapis de bombes, en 2003, sur l'Irak après avoir prétexté de la menace d'armes de destructions massives qui n'ont jamais été trouvées. En 2009, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait prétendu mettre en place une politique extérieure dite du *smart power*, la puissance intelligente dont l'objectif consistait à restaurer l'image des Etats-Unis dans le monde. Chacun aura noté que qu'il s'agisse de *soft*, de *hard* ou qu'il s'agisse de *smart*, tous ces termes sont l'expression de la puissance (*power*) pour dominer ou pour imposer à l'autre sa vision.

1.2. Un concept évolutif

Nous disons aussi que ce concept « puissance » est un concept « évolutif », car « puissance » est un concept complexe qu'il n'y paraît à première vue. D'abord, parce que la puissance d'hier n'est pas la puissance d'aujourd'hui. Il s'agit donc d'un **concept évolutif**. Chacun comprend intuitivement que les fondamentaux de la puissance à l'époque de la Grèce antique ne seraient guère utiles aujourd'hui. Aujourd'hui, que ferait un hoplite athénien dans une salle de pilotage de drones américains ? N'est-ce pas qu'il lui manquerait une certaine maîtrise des techniques pour surveiller et même pour tuer à distance via un drone fabriqué par le complexe militaro-industriel des États-Unis.

S'il est aisé de comprendre, mais surtout d'admettre que les fondamentaux de la puissance d'hier ne sont pas ceux d'aujourd'hui, il est plus déstabilisant de réaliser que la puissance d'aujourd'hui ne sera très probablement pas celle de demain. Autrement dit, les facteurs qui sous-tendent la puissance de l'instant seront nécessairement dévalués, remplacés par d'autres qu'il est pour nous difficile de projeter et de conjecturer, les nouveaux facteurs de la puissance continueront d'apparaître. C'est encore la preuve de notre difficulté à identifier les signaux faibles qui construisent le monde de demain sous nos yeux.

La puissance est généralement localisable dans l'espace. Le concept de système monde fondé sur la dualité centre/périphérie paraît le mieux adapté pour spatialiser la puissance puisque, de façon imagée, les centres comme lieux de pouvoir, s'opposent aux périphéries ainsi désignées en tant qu'espaces dominés et impuissants.

² CABROL, Y., *Le retour du « Soft Power » dans les Relations Internationales*, Bruyillant, Bruxelles, 2008, p.414.

³ Joseph NYE, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*

1.3. Un concept complexe

La puissance est un concept complexe qui fait entrer en ligne de compte une multitude de paramètres dont l'importance et la combinaison varient selon les moments voire les lieux. Ce qui rend problématique la conception d'une stratégie de puissance ou un modèle de puissance demain. Cela revient à dire que le modèle de puissance de demain nous plonge dans un univers à la fois complexe et incertain à l'égard du caractère mouvant de ce concept.

Ne perdons pas de vue que la puissance est aussi relative. Jusqu'à ce jour, aucune puissance n'a été capable de contrôler l'ensemble de la planète. Les récentes attaques du 07 octobre 2023 du Hamas contre l'Israël et le fait que même les Etats-Unis ne maîtrisent pas totalement la situation, en dépit de l'usage des drones... dont les effets s'avèrent parfois contreproductifs. Rappelons-nous qu'il a fallu aux USA 10 ans pour mettre la main sur Oussama Ben Laden et l'exécuter. Plus on s'éloigne du centre, plus la puissance tend à s'effriter, à s'effiloche. Cependant, il arrive que la puissance soit contestée jusque dans son centre, par des experts (cf. E. Snowden) ou des militants, des partis ou des médias... Toute puissance se révèle toujours éphémère. Telle est la conclusion à laquelle était parvenu Jean-Baptiste Duroselle⁴ pour qu'une décennie plus tard, l'on constata l'implosion de l'URSS.

Bien plus, la puissance ne constitue jamais une garantie de succès. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer les fiascos des Etats-Unis en Afghanistan comme en Irak. Fiascos qui ont projeté leurs effets jusqu'en Libye lorsqu'en 2011 les Etats-Unis ont tout fait pour ne pas apparaître au premier plan, laissant la France et le Royaume-Uni sous les projecteurs. En réalité, 80% des ciblés étaient le fait des services américains.

La hiérarchie des puissances est fortement déterminée par les conditions techniques dominantes mais elle dépend aussi de la perception que les autres acteurs se font de cette hiérarchie de puissance. Le facteur temps joue dans ce contexte un rôle déterminant étant donné qu'après avoir longtemps admis que la puissance d'un acteur permet aux autres de s'apercevoir que « le roi est nu » pour contester sa domination. C'est le cas actuellement de la « toute-puissance » de la Russie de Poutine qui, de plus en plus, prend de l'ampleur et de la considération. Ces différentes précautions terminologiques étant prises, nous est-il permis de distinguer quelques paramètres fondamentaux de puissance, s'agissant de la RDC ?

II. LA RDC ET LES TROIS FONDAMENTAUX DE LA PUISSANCE

Ainsi que nous avons eu à le souligner dans les lignes précédentes de cette réflexion, il existe plusieurs fondamentaux de puissance. Dans le cadre de cette étude, nous ne prendrons en compte que les trois principes fondamentaux que représentent pour un Etat, le territoire, les hommes et le désir qui doit animer tout lecteur qui a à cœur le fondement de puissance pour son pays.

2.1. Du territoire

Avec sa superficie de 2 345 000 km² couvrant son territoire national, la RDC dispose d'une base de puissance incontestable. Elle compte parmi les 10 pays les plus étendus de la planète Il s'agit d'un espace conquis, approprié et défendu. Ce que les congolais oublient le plus souvent, c'est le fait que le Roi Léopold II s'était approprié de ce vaste espace aux dépens des autres puissances et dépens des autres peuples qui s'estiment lésés et qui souhaitent plus ou moins ouvertement la révisitation des frontières héritées de la colonisation et qui considèrent généralement qu'ils sont à la fois les héritiers et les propriétaires légitimes de ce territoire. La majorité de Congolais pense être des occupants légitimes de l'espace et ne se posent pas de questions sur les droits des premiers occupants que sont les pygmées qui ont été spoliés de leurs terres.

⁴ DUROSELLE, J.-B., *Tout empira finira. Une vision théorique des relations internationales* Paris, La Sorbonne, 1981.

Etant de la base de la puissance, le territoire permet de projeter la puissance d'un pays, au-delà des horizons terrestres ou maritimes. Si la RDC veut devenir une puissance, elle doit s'assurer de prime abord de contrôler son territoire et ses routes stratégiques.

Pour revenir à l'espace terrestre, la superficie du territoire joue un rôle non négligeable mais finalement moins important que sa maîtrise. La superficie de la RDC qui est de 2345000 kilomètres carrés et celle de l'Angola qui s'étend sur une superficie de 1 246 700 kilomètres carrés fait ce pays soit plus puissant que la RDC, ce géant au pied d'argile ! Cela parce que cette dernière ne maîtrise pas véritablement l'ensemble de son territoire, fautes de structures socio-politiques et surtout faute des infrastructures économiques à la hauteur de l'immensité de sa superficie et de ses défis sécuritaires.

Il est important que le territoire soit investi dans tous les sens du terme. Parce que le territoire est une ressource. Il ne s'agit pas, comme la majorité de nos compatriotes, de penser aux ressources naturelles mais qu'il faut principalement penser à la dimension symbolique du mot ressource. Le territoire est une représentation qui peut mobiliser les hommes et de les mettre en mouvement. Ce qui ouvre la porte à toutes les manipulations, notamment à travers les écritures de l'histoire et les figures du discours politique. Voilà pourquoi l'enseignement de l'histoire de la RDC doit se mettre au premier ordre de toutes les préoccupations nationales.

C'est le territoire qui est la base même des activités économiques qui peuvent varier selon les époques et selon les lieux. Le territoire est globalement hétérogène, avec des pôles de richesse et des notes de pauvreté comprenant plusieurs gradients possibles entre ces deux situations. La richesse produite peut fournir les ressources pour financer une armée et pour acquérir des moyens militaires. De ce fait, les moyens investis dans les systèmes de défense sont très variables d'un pays à l'autre. Proportionnellement au budget national, ces moyens doivent être mis au service de la défense nationale. Ce sont les moyens qui vont permettre à la RDC d'être maître de tout ce qui lui revient en tant qu'Etat.

Dans le cadre de la mondialisation et suivant l'exemple de l'Afrique du Sud, la RDC doit disposer des capacités de projeter sa puissance en créant des sociétés multinationales dont les filiales seront installées sur d'autres territoires ou pays, que ce soit pour la recherche de main d'œuvre ou des marchés ou mêmes les deux pourquoi pas. Des investissements consentis en dehors du territoire national permettent à un Etat de projeter sa quête de puissance hors frontières.

1.2. Des hommes

La démographie doit être considérée dans cette quête de puissance lorsqu'il est question de rechercher cette puissance⁵. Cela d'abord pour le nombre (estimé à 80 millions d'habitants). Certes, le nombre ne suffit pas pour peser dans l'échiquier mondial en tant que puissance. Il est facile de multiplier des exemples des pays dont la population est immense et la puissance à l'état de souvenir... ou de projet. Pour autant, la masse chinoise comme la masse indienne participent en synergie avec d'autres paramètres dans la montée en puissance de ces pays émergents. Engagés dans une dynamique de croissance économique, leur population se transforme tour à tour en main d'œuvre et en marché. N'oublions pas cependant, que des pays moins peuplés comme Singapour pèsent lourdement dans la mondialisation pour avoir su valoriser leur territoire, à savoir dans ce cas sa localisation entre l'océan Indien et l'océan Pacifique, sur la route qui permet d'aller de l'Asie vers l'Europe.

Les hommes comptent surtout pour leur dynamisme. Il importe de savoir que la dynamique démographique est un facteur de croissance d'une puissance économique. La population augmente-t-elle, stagne-t-elle ou diminue-t-elle ? Quelle est sa fécondité, sa

⁵ Gérard-François DUMONT, Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations, Paris, Ellipses, 2007.

moyenne d'âge, son espérance de vie ? Il faut situer ces indicateurs par rapport au contexte régional puis mondial.

Des hommes et des femmes en tant que population d'un pays doivent s'assumer afin d'ériger leur pays en puissance de suite de leur niveau de formation. Le niveau d'éducation est un critère que l'on prend en compte pour mesurer le niveau de développement d'un pays en termes de perspectives de puissance. Un pays qui néglige l'éducation et la formation permanente de ses habitants met rapidement en péril sa compétitivité sur la scène internationale. Ce qui renvoie aux efforts consentis ou non en faveur de l'innovation. La RDC doit consacrer une part significative de son PIB à la Recherche et au développement. Ce sont là des efforts cumulatifs qui finissent par faire la différence entre Etats. Des Etats qui aspirent à la puissance cherchent généralement à créer, puis à maintenir un fossé en cette matière avec leurs poursuivants. L'espionnage est un moyen au service des Etats pour attester qu'une puissance ne peut négliger. Des pays qui l'imaginent le contraire sont déjà passés de l'autre côté, parfois sans même en avoir conscience.

2.3. Du désir

« Vouloir c'est pouvoir », dit-on. La puissance résulte d'abord d'un désir. Voilà pourquoi, nous soutenons que si la RDC tient à devenir une puissance, elle doit surtout le vouloir. Napoléon n'a-t-il pas dit que la politique d'un Etat se trouve dans sa géographie ? Le désir et la vision des gouvernants déterminent le type d'Etat et des politiques que l'on pourrait avoir en hissant un Etat dans la hiérarchie de puissance de demain.

Ceux qui se détournent de la quête de puissance ont toutes les chances de sortir des premiers rangs. Avec les difficultés conjoncturelles auxquelles sont confrontés les congolais aujourd'hui le désir de puissance ne figure pas parmi les priorités. De ce pays qui patauge dans la misère la plus méprisable. Aussi, nous faut-il noter que tous les peuples ne partagent pas au même moment l'ambition de peser sur la scène internationale. Le désir d'en découdre joue un rôle déterminant. Il y a ici un mélange de libido et de pulsion vitale... qui peut conduire au conflit et à la mort, à la victoire comme à la défaite. Il y a généralement des gagnants et des perdants. Dans ce monde aujourd'hui plus que jamais concurrentiel, les territoires et les populations qui n'ont pas d'ambition de puissance doivent s'attendre à être les jouets des pays qui manifeste ce désir, une stratégie et qui cherche des moyens de la mettre en œuvre.

Aujourd'hui, les Tutsi rwandais sont encore convaincus de leur « destinée manifeste » à dominer les Grands Lacs africains et désirent ardemment défendre leur place de première puissance en Afrique. Il suffit de s'entretenir avec un officier rwandais pour se rendre compte que cela ne fait pas l'objet du moindre doute. C'est pour eux une évidence : les Rwandais sont les premiers et doivent tout faire pour le rester aussi bien par la ruse que par la force militaire.

La RDC et le Rwanda ont des désirs contradictoires. Cela s'est traduit par une confrontation militaire. Après ce conflit de longue durée, les populations congolaises pour leur part, n'ont qu'un seul souci, celui de vivre en paix. Elle n'est nullement préoccupée par la quête de puissance. Inutile de souligner que penser de la sorte est pour le moins illusoire parce que pour être en paix il faut disposer d'une force de dissuasion, car « qui veut la paix doit se préparer pour la guerre », d'après les Anciens Romains.

Les institutions congolaises doivent mettre en musique avec talent, le désir de devenir une puissance. Le territoire et les hommes sont généralement administrés par des institutions, qui incarnent l'Etat. La faiblesse des institutions, leurs contradictions ou leur corruption produisent souvent le déclin. Que la RDC soit un pays démocratique ou pas, centralisé ou fédéré, cela n'est pas un handicap majeur dans sa faculté à devenir une puissance. Ces formes politiques reposent sur des règles écrites qui n'ont rien à avoir avec la puissance. Elles participent plus ou moins à la valorisation du territoire, à la formation des hommes, à

l'encadrement des troupes et à la formulation d'une stratégie. Une idéologie peut les animer, explicitement ou implicitement. Cette idéologie n'est peut-être qu'un cache-sexe au désir de puissance. Aussi devons-nous nous interroger si dans les années 1970-1980, les dirigeants soviétiques croyaient encore au communisme. En cela, seuls les États qui s'en donnent les moyens ont la chance d'accroître leur puissance, car celle-ci s'impose toujours au détriment d'un autre, en dépit de tous les discours convenus. La quête de puissance implique aussi des choix des priorités, notamment, dans l'allocation des ressources financières, humaines et technologiques.

Le désir nécessite une stratégie pour atteindre ses fins. Pour cela, une stratégie est nécessaire pour développer sa puissance. Elle impose une analyse de la situation présente, une réflexion sur les lignes de force des temps proches et lointains, des choix d'objectifs, l'allocation de moyens et leur mise en œuvre pertinente. Qu'il manque un de ces éléments et la stratégie échoue, comme le plus souvent. Il faut être clair : avoir une stratégie ne suffit pas. Chaque jour, des milliers de stratégies échouent, voire génèrent des effets contreproductifs et *dégénèrent*. Puissance unipolaire, les Etats-Unis se sont eux-mêmes mis en grande difficulté par leurs sur-réactions aux attentats du 11 septembre 2001. Dans la réussite d'une stratégie, on revient à sa conception, aux moyens, aux circonstances... mais aussi au hasard pour ne pas dire à la chance. La mise en œuvre d'une stratégie est essentielle, même dans le cas d'une improvisation, dans un contexte inévitablement instable.

CONCLUSION

Notre préoccupation était centrée sur les fondamentaux qui peuvent aider la RDC à se hisser au rang d'une puissance régionale en Afrique. Pour cela, nous dit du concept puissance qu'il était un concept multiforme, évolutif et complexe et qu'en tant que tel et en vue de son opérationnalisation, il doit se bâtir sur un certain nombre des fondamentaux tels qu'un territoire, des hommes ainsi que sur le désir qui anime ces hommes pour l'asseoir véritablement la RDC avec son territoire pleine des ressources et sa population peut, si elle désire briguer une place en tant que puissance ne serait-ce que sur le plan sous régional. . De ce fait, nous recommandons aux autorités de ce pays de conjuguer les efforts conséquents dans les domaines suivants :

- mener des réformes sur la politique étrangère qui doit mettre nécessairement le pays au centre de toute action politique avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux ;
- parachever les réformes de l'armée et des services de sécurité ;
- équiper, motiver et former les unités combattantes de manière à les rendre dissuasif dans la région ;
- éradiquer sur l'étendue du territoire nationale les factions armées réfractaires ou rebelles ;
- retraiter certains officiers compromettants ;
- nourrir une ambition régionale de puissance, car il faut revenir graduellement en fonction des ressources financière et humaines disponibles ;
- réprimer sévèrement la corruption et le tribalisme ;
- organiser les élections transparentes, démocratiques et inclusives pour mériter le respect des partenaires.

Signalons que cette liste des recommandations n'est pas exhaustive. Cependant, nous constatons que les puissances régionales africaines sont souvent fabriquées par les Occidentaux pour sauvegarder leurs intérêts en Afrique. Une fois le mobile des intérêts ne se justifierait plus, le régime protégé par eux sera défait et le support de puissance que revêtait le pays s'effondre et comme un château de cartes (cas de la Côte d'Ivoire, avec le décès d'Houphouët Bobigny, la Lybie de Kadhafi, le Zaïre du Mobutu, le Kenya d'Arap Moi, du

Soudan d'El Béchir. La RDC doit prendre conscience de son devenir si elle ne veut être sur la liste des pays où l'Occident dicte la ligne de conduite.

C'est en accédant au rang de puissance sous régionale que la RDC sera en mesure de combler les attentes de paix et de prospérité de sa population. Toutefois, si la RDC va continuer dans ses jérémiades à croire qu'il suffit d'être un Etat pacifique afin qu'on lui laisse en paix, la RDC continuera à se plaindre sans susciter la pitié de qui que ce soit. C'est quand le pays de Patrice Lumumba disposera des moyens lui permettant de dire à chacun de ses voisins : « je veux la paix mais si tu cherches la guerre je suis prête à te la faire ». Alors seulement la ligne de puissance changera se mettra en marche et irrémédiablement.

BIBLIOGRAPHIE

- CABROL, Y., *Le retour du « Soft Power » dans les Relations Internationales*, Bruxelles Bruyillant,, 2008.
- DUMONT, G.-F., *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.
- DUMONT, G.-F., « Les dix lois de la géopolitique de la démographie », in *Diplomatie*, n°44, mai-juin 2010.
- LEJEUNE G.. « Réflexions sur quelques enjeux politiques de l'Afrique des Grands Lacs. » In *Tiers-Monde*. 1986, tome 27, n°106.
- MWAYILA TSHIYEMBE, « L'Ex-Zaïre convoité par ses voisins, Ambitions rivales dans l'Afrique des Grands Lacs », in *Le monde diplomatique*, janvier 1999.
- NYE, J., *Soft Power: The Means to Success in World Politics*
- ARON, R., *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calman-Lévy, 1962.